



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la modification n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Samonac (33) portée par la communauté de communes de Blaye

N° MRAe 2020DKNA136

dossier KPP-2020-10019

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2020-1029 du 11 août 2020 modifiant le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 2 septembre 2020 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par la communauté de communes de Blaye, reçue le 12 août 2020, par laquelle celle-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Samonac ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 2 septembre 2020 ;

Considérant que la communauté de communes de Blaye, désormais compétente en matière d'élaboration des documents d'urbanisme, souhaite apporter une première modification au plan local d'urbanisme de la commune de Samonac, 435 habitants en 2017 (source INSEE) sur un territoire de 390 hectares, approuvé le 2 février 2012 ;

Considérant que la MRAe a déjà été saisie le 13 mars 2020, pour cette première modification du PLU de Samonac par Madame le Maire de la commune de Samonac, au moment de la procédure de transfert de compétence en matière d'urbanisme ;

Considérant que ce projet de première modification du PLU de Samonac a fait l'objet d'une décision de non soumission à évaluation environnementale (n°2020DKNA95¹) ; que la communauté de communes de Blaye, désormais compétente en matière d'urbanisme, a décidé de reprendre la procédure de première modification du PLU de la commune de Samonac pour éviter toute fragilité juridique dans la procédure ;

Considérant pour rappel que le projet de modification n°1 a pour objet :

- la mise à jour du règlement écrit suite à l'évolution du cadre réglementaire en supprimant les articles 5 et 14 relatifs à la superficie minimale des terrains constructibles et au coefficient d'occupation des sols sur l'ensemble des zones du PLU ;
- la création d'un emplacement réservé au lieu-dit « A Bouche » situé en zone agricole en vue de l'aménagement d'un jardin partagé ;
- la possibilité de réaliser, en zones agricoles (A) et naturelles (N), des extensions et/ou annexes aux bâtiments existants ;
- l'identification sur le règlement graphique de dix bâtiments, en zones agricoles (A) et naturelles (N) pouvant faire l'objet d'un changement de destination ;

Considérant que le règlement écrit du PLU précise les règles d'implantation des extensions et des annexes ainsi que les conditions de changement de destination des constructions existantes identifiées au plan de zonage ;

Considérant que les terrains sur lesquels sont implantés ces constructions sont déjà aménagés et partiellement artificialisés ; que la modification n°1 du PLU ne permet pas une augmentation substantielle de la constructibilité des zones concernées ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Samonac n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Samonac présenté par la communauté de communes de Blaye (33) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Samonac est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

1 http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/kpp_2020_9630_m1_plu_samonac_33_signe.pdf

Fait à Bordeaux, le 7 octobre 2020

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
la membre permanente délégataire

Signé

Bernadette MILHÈRES

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.